



**FRÈRES
DES HOMMES**
Cultivons le partage de notre terre



Modèle agricole, faim et souveraineté alimentaire

Mai 2024

Avec le soutien de la DGD et la WBI



Belgium
partner in development



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Introduction

La faim et la malnutrition n'ont jamais touché autant de populations qu'à l'époque actuelle. Comment l'expliquer et quelle réponse apporter à ce problème crucial ? C'est pour tenter d'y répondre que le paradigme de « souveraineté alimentaire » apparaît dans les années '90, porté dans un premier temps par la Via Campesina, mouvement international, et repris ensuite par de nombreuses organisations paysannes. Nous vous proposons de découvrir dans ce dossier en quoi les projets développés par Frères des Hommes et ses partenaires s'inscrivent dans ce cadre et dans la ligne de la sécurité alimentaire. Enfin, on ne peut pas parler de souveraineté alimentaire sans évoquer la question des modèles agricoles. A ce titre, nous examinerons pourquoi l'accord UE-Mercosur a soulevé un tollé dans les rangs de nos agriculteur.rice.s.

Sommaire

| | |
|--|-------|
| Souveraineté alimentaire et sécurité nutritionnelle | 3 – 9 |
| Souveraineté et sécurité alimentaires : mise en œuvre sur le terrain | 10-12 |
| Accord UE-Mercosur : quel modèle agricole veut l'Europe ? | 13-15 |

Souveraineté alimentaire et sécurité nutritionnelle

La faim dans le monde et la fausse croyance en la pénurie alimentaire

La faim et la malnutrition ont été associées erronément à la croyance selon laquelle il y aurait une pénurie alimentaire dans le monde. Après la Seconde Guerre mondiale, cette conviction a été renforcée par le paradigme moderne représenté par la Révolution Verte, dans lequel un système d'agriculture, d'élevage et de pêche a été imposé à l'échelle mondiale. Celui-ci était basé sur une mécanisation technologique accrue, la standardisation des produits de base et la monoculture des marchandises, l'utilisation intensive d'intrants chimiques (engrais, pesticides, fongicides, herbicides) et la création d'organismes génétiquement modifiés (OGMs) dans le but d'obtenir une augmentation de la productivité des denrées alimentaires.

Du point de vue de l'approvisionnement du marché, la production alimentaire a considérablement augmenté, dépassant même la quantité nécessaire pour nourrir l'ensemble de la population mondiale, selon les données officielles datant des années 1960¹. Cependant, la question de la faim demeure un problème socio-économique chronique. Les données révélaient à l'époque que la malnutrition touchait systématiquement les enfants, notamment dans les pays à la périphérie du capitalisme. Certains pays, comme le Brésil, l'Inde, le Nigeria, l'Afrique du Sud et le Mexique, par exemple, se sont consolidés comme d'importants producteurs de denrées alimentaires, réalisant des récoltes céréalières records, alors même que les taux de faim et de malnutrition au sein de leurs populations ont augmenté.

Alors pourquoi, malgré l'augmentation de la quantité de nourriture disponible dans le commerce mondial, la faim et la malnutrition restent chroniques dans de nombreux pays du monde ?

La question de la faim a été étudiée par le célèbre chercheur brésilien Josué de Castro dans ses ouvrages classiques « La géographie de la faim » (1946) et « La géopolitique de la faim » (1951) qui ont été traduits en 26 langues et sont encore des références aujourd'hui². À partir de ces publications, s'est consolidée l'idée selon laquelle la faim était un problème social, résultant de la forme d'organisation sociale de la production et de la distribution alimentaire. Son apport théorique fut si important que les Nations Unies lui accordèrent le poste de premier secrétaire général de la FAO³ dans les années 1950.

Selon Josué de Castro, la faim et la malnutrition ne pouvaient pas être considérées comme des phénomènes naturels, mais plutôt comme le résultat direct des relations sociales et des systèmes de production que les sociétés établissent entre elles. L'auteur remet en cause les théories prédominantes de son époque, empreintes de préjugés raciaux, et rompt avec la notion de faim comme déterminisme naturel, résultant d'un excès de population et d'une pénurie alimentaire quantitative. Josué de Castro a plutôt étudié la faim comme un phénomène politique, c'est-à-dire comme une conséquence de décisions humaines, démontrant que sa cause était liée à de multiples facteurs, comme la mauvaise répartition des richesses, la concentration inégale des terres agricoles et des ressources, la propriété, la

¹ [Comment nourrit-on le monde aujourd'hui ? - OCDE \(oecd.org\)](https://www.oecd.org/fr/commerce/Comment-nourrit-on-le-monde-aujourd'hui-75452228)

² [Geografia da Fome \(ufg.br\)](https://www.ufg.br/geografia-da-fome), [Josué de Castro e a descoberta da fome - Da Fome à Fome \(usp.br\)](https://www.usp.br/josue-de-castro)

³ FAO (Food and Agriculture Organization) : Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation

difficulté d'accéder à la nourriture pour une grande partie de la population, l'exploitation par le travail et la migration humaine. Dans cette perspective, la faim et la malnutrition apparaissent comme des problèmes qui doivent être considérés non seulement comme des phénomènes isolés, mais comme des conséquences directes et intrinsèques du système économique actuel d'exploitation et de structuration des politiques publiques.

À partir des années 1970, une série d'événements, notamment des chocs pétroliers successifs, des crises économiques et des conflits armés, ont déclenché une fluctuation importante des prix alimentaires internationaux, qui sont devenus une arme géopolitique de l'impérialisme mondial. Les conséquences de ces crises ont contribué à la consolidation de l'agro-industrie, marchés de commodités mondialisés, à l'accumulation et à la concentration de la production entre les mains de sociétés transnationales et, entre autres conséquences, à la propagation délibérée de la faim dans de nombreux pays. En outre, une série de problèmes économiques, sociaux et environnementaux ont également été provoqués.

D'un point de vue social, l'agriculture industrielle à grande échelle a provoqué le déplacement d'importantes masses de population rurale vers les zones urbaines (exode rural) en raison des difficultés d'accès aux ressources mais aussi d'une alimentation moins diversifiée, exacerbant ainsi les inégalités sociales régionales. En outre, il y a eu une perte d'identité culturelle due aux changements dans les pratiques agricoles de nombreuses communautés rurales, puisque ce modèle a provoqué une concentration des terres et des systèmes de monoculture favorisant les grands producteurs capitalisés au détriment des petits agriculteurs.

Concernant l'aspect environnemental, en résumé, certains impacts de l'activité agro-industrielle extensive peuvent être soulignés, comme l'utilisation excessive de pesticides, la déforestation de vastes zones pour étendre la surface agricole qui, ensemble, entraînent une perte de biodiversité dans les écosystèmes, une dégradation et l'érosion des sols et la contamination des eaux souterraines et des rivières, compromettant également la santé des travailleurs et la qualité de la nourriture.

Le modèle d'exploitation économique et agricole extensive, diffusé au cours des dernières décennies, a révélé une réalité contraire à celle qui se répandait. Au lieu d'apporter des bénéfices universels, il a eu de profondes répercussions sociales et environnementales et une aggravation des taux de faim, de malnutrition et de pauvreté à l'échelle mondiale.

Émergence du paradigme de souveraineté alimentaire dans les années 1990

Comme mentionné précédemment, pendant une grande partie du XXe siècle, la question de la faim a été traitée comme un problème social découlant de phénomènes naturels. Même avec les progrès ultérieurs en matière de droits humains, les cercles de gouvernance et de décision politique se sont appuyés sur une conception encore étroite de la « sécurité alimentaire ».

Bien que la sécurité alimentaire reconnaisse l'alimentation comme un droit humain fondamental à l'accès à la nourriture, elle ne prend pas en compte les conditions de production alimentaire. Ce concept a servi de base à des politiques construites dans une perspective de distribution de nourriture (« nourrir les peuples »), sans forcément se préoccuper et remettre en question les conditions de production alimentaire : qui produit ? Pour qui ? Comment ? Où ? Et pourquoi ? De plus, l'accent mis sur la sécurité alimentaire a

ignoré les conséquences de la production alimentaire industrielle et de l'agriculture industrielle, qui reposent sur le travail des travailleurs migrants⁴.

Cependant, ce n'est que dans les années 1990, avec la résurgence des problèmes de faim et d'extrême pauvreté dans le monde, que le terme « souveraineté alimentaire » a été consolidé à l'échelle internationale. C'est surtout La Via Campesina, un mouvement paysan international, qui a développé ce paradigme de souveraineté alimentaire comme réponse urgente à l'idéologie mondialiste et libérale propagée par les défenseurs de l'ordre mondial capitaliste.

L'avancée effrénée de ce mode de production capitaliste a été responsable de l'expropriation des communautés rurales et indigènes de leurs terres, de la marginalisation des petits producteurs, rendant invisibles ceux qui produisaient réellement la nourriture. Dans le même temps, cela a provoqué une migration forcée des travailleurs ruraux vers les grands centres urbains qui, à leur tour, ont vu leur main-d'œuvre exploitée, accentuant encore l'extrême pauvreté, la faim et la misère. En réponse à cette pression de différents secteurs des mouvements sociaux, la souveraineté alimentaire est apparue comme une expression clé et un drapeau de lutte pour cette résistance collective.

C'est ensuite à l'occasion de la Conférence Mondiale de l'Alimentation organisée par la FAO en 1996, que le terme de Souveraineté Nationale fut formellement introduit dans les espaces internationaux de formulation des politiques publiques et dans les prises de décision.

Comme le déclare La Via Campesina dans ses documents, l'introduction de la souveraineté alimentaire en tant que droit collectif a changé la façon dont le monde comprenait la pauvreté et la faim, donnant une nouvelle dimension à la problématique agroalimentaire sur la scène internationale. Il s'agissait avant tout « d'insister sur l'importance des petit.e.s producteurs et productrices alimentaires, la sagesse accumulée des générations, l'autonomie et la diversité des communautés rurales et urbaines et la solidarité entre les peuples, comme des éléments essentiels pour élaborer des politiques autour de l'alimentation et de l'agriculture »⁵.

En ce sens, la souveraineté alimentaire propose une transformation radicale de l'approche de la production et de la consommation alimentaires et a été conçue sur base des recommandations suivantes⁶ :

- Elle reconnaît les personnes et les communautés locales comme les acteurs principaux dans la lutte contre la faim et la pauvreté et défend leur droit de produire et de consommer avant de vendre l'excédent.
- Elle prône l'autonomie, la réforme agraire, la propriété collective des terres et le droit des communautés paysannes à utiliser, conserver et échanger des semences.
- Elle défend le droit à une alimentation saine et nutritive, encourage l'agroécologie et respecte la diversité climatique et culturelle.
- Elle insiste sur la paix sociale, la justice sociale, l'égalité des sexes et l'économie solidaire comme conditions préalables à la réalisation de la souveraineté alimentaire.
- Elle appelle à un ordre commercial international basé sur la coopération et la compassion et rejette toute forme de discrimination, concurrence et la coercition.
- Elle incite à la lutte contre le patriarcat et le sectarisme.

⁴ [La Souveraineté Alimentaire, un manifeste pour l'avenir de notre planète - Via Campesina](#)

⁵ [La Souveraineté Alimentaire, un manifeste pour l'avenir de notre planète - Via Campesina](#)

⁶ [La Souveraineté Alimentaire, un manifeste pour l'avenir de notre planète - Via Campesina](#)

Les organisations sociales et paysannes qui ont proposé le paradigme de la « souveraineté alimentaire » soulignent que c'est là plus qu'un concept. Il ne s'agit pas seulement de la survie des êtres humains en termes d'accès à la nourriture pour parvenir à la sécurité alimentaire. C'est une question de souveraineté populaire et nationale, soulignant l'importance des politiques publiques et le rôle essentiel joué par les communautés d'agriculteurs familiaux impliquées dans le système agricole local et durable pour garantir une alimentation diversifiée et de qualité nutritionnelle, pour leur propre subsistance et pour l'ensemble de la population.

La souveraineté alimentaire serait alors incompatible avec toute stratégie plaçant les intérêts du profit privé au-dessus des intérêts de la population. La réduction de la présence de l'État et le renforcement des grandes entreprises agroalimentaires nationales et transnationales mettent en danger la sécurité alimentaire et la production alimentaire souveraine. Cela signifie qu'elles ne sont pas dépendantes des chaînes d'approvisionnement mondiales et peuvent adapter leurs pratiques agricoles et alimentaires en fonction de leurs besoins spécifiques. La souveraineté alimentaire préconise, à son tour, que les communautés puissent décider de façon autonome de leur propre système alimentaire, de la production à la distribution. En favorisant la production locale et diversifiée, la souveraineté alimentaire réduit les risques de pénuries alimentaires. Les communautés ont accès à une diversité d'aliments, ce qui renforce également leur sécurité alimentaire.

Aggravation de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans le contexte actuel

Malgré les efforts mondiaux des dernières décennies qui ont permis de réduire la faim à certains moments, selon le récent rapport de la FAO (2023), la faim et la malnutrition n'ont jamais touché autant de personnes qu'à l'époque contemporaine⁷.

Les données actuelles révèlent que, même si la quantité de nourriture disponible dans le monde est estimée suffisante pour nourrir 1,5 fois la population mondiale, la faim dans le monde a atteint 828 millions de personnes en 2021, après une forte reprise en 2020 au milieu de la pandémie de COVID-19. L'insécurité alimentaire grave s'est davantage répandue, 11,7 % de la population mondiale y étant confrontée à des niveaux graves. Le nombre de personnes qui n'ont pas les moyens de s'offrir une alimentation saine dans le monde a également augmenté de 112 millions, pour atteindre près de 3,1 milliards, ce qui prouve que davantage de personnes n'ont pas accès à une alimentation sûre, nutritive et suffisante⁸.

En outre, le choc économique provoqué par le conflit russo-ukrainien en 2022, impliquant deux des plus grands producteurs mondiaux de céréales de base, de gaz et d'engrais, a encore exacerbé la crise alimentaire mondiale, contribuant à une augmentation de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë, en particulier avec des impacts plus graves dans de nombreux pays africains et pays les moins avancés (PMA)⁹. La guerre en Ukraine est responsable de l'augmentation du nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire, passant de 7,6 à 13,1 millions¹⁰. Cette situation est préoccupante et met en lumière les conséquences dévastatrices des conflits armés sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le monde, dues principalement à la forte dépendance des pays aux importations de

⁷ [La FAO lance son rapport 2023 «Suivi des progrès accomplis dans le cadre des indicateurs des ODD liés à l'alimentation et à l'agriculture»](#)

⁸ [The State of Food Security and Nutrition in the World 2022 - UNICEF DATA](#)

⁹ [Guerre en Ukraine et menace de crise alimentaire mondiale : quelle réponse de l'Europe ? » \(cncd.be\)](#)

¹⁰ [The State of Food Security and Nutrition in the World 2022 - UNICEF DATA](#)

facteurs de production alimentaire et agricole, et à leurs vulnérabilités face à la hausse des prix alimentaires sur le marché mondial¹¹.

Plus récemment, compte tenu du contexte de guerre en Palestine, on a assisté à une forte aggravation de l'état d'insécurité alimentaire de la population. Selon les conclusions du Comité d'examen de la famine (FRC), l'ensemble des 2,23 millions d'habitants de Gaza sont confrontés à des niveaux d'insécurité alimentaire « aiguë ». Cela comprend 1,1 million de personnes qui souffrent d'une insécurité alimentaire « catastrophique », la plus grave de l'IPC (*Integrated Food Security Phase Classification*). Cela est principalement dû aux effets dévastateurs du conflit en cours et aux déplacements massifs de population en raison du blocage total de nourriture, d'eau et de services vitaux pour la population vivant dans cette région¹².

Il convient également de mentionner que d'autres pays en conflit, tels que l'Afghanistan, la République démocratique du Congo, l'Éthiopie, le nord-est du Nigeria, le Soudan du Sud, le Soudan, la Syrie et le Yémen, représentent ensemble 64 % du nombre total de personnes confrontées à une grave insécurité alimentaire dans le monde¹³. Ceci est défini comme une famine si grave qu'elle constitue une menace immédiate pour la vie ou les moyens de subsistance. Les conflits violents peuvent perturber la production et la distribution alimentaires, déplacer les populations de leurs foyers et détruire les infrastructures essentielles.

Les agriculteurs familiaux, les femmes et les enfants sont les plus touchés par l'insécurité alimentaire

Les agriculteurs familiaux sont responsables de la production de 80 % de la nourriture mondiale, mais, contrairement, ils sont les plus touchés par l'insécurité alimentaire, aux côtés des pêcheurs artisanaux¹⁴ et des communautés autochtones. Cette réalité paradoxale est notamment due au manque d'accès aux ressources naturelles et productives, à l'absence de politiques d'accès et de garantie des services publics, à des réseaux de commercialisation et de stockage inefficaces et au fait que les populations rurales sont souvent les plus touchées et vulnérables aux événements climatiques extrêmes, comme les sécheresses et les inondations, qui détruisent leurs récoltes.

En examinant l'intersection des données entre le genre et le changement climatique, on estime que les femmes sont plus susceptibles d'être touchées par l'insécurité alimentaire que les hommes, et ce phénomène est observé dans toutes les régions du monde. Selon les données de la FAO, en 2022, 31,9 % des femmes dans le monde étaient confrontées à une insécurité alimentaire modérée ou grave, contre 27,6 % des hommes. Cela représente une différence de plus de 4 points de pourcentage, contre 3 points de pourcentage en 2020¹⁵.

Les femmes constituent une part importante de la main-d'œuvre agricole et seront notamment les plus touchées par les impacts du changement climatique sur l'agriculture,

¹¹ [Rapport mondial sur les crises alimentaires: le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë est passé à 258 millions dans 58 pays en 2022 \(fao.org\)](#)

¹² [GAZA STRIP: Famine is imminent as 1.1 million people, half of Gaza, experience catastrophic food insecurity | IPC - Integrated Food Security Phase Classification \(ipcinfo.org\)](#)

¹³ [L'insécurité alimentaire grave touche environ 113 millions de personnes dans le monde | ONU Info \(un.org\)](#)

¹⁴ [Le paradoxe de la faim | Notre planète possède toutes les ressources pour pouvoir produire de la nourriture pour chacun d'entre nous](#)

¹⁵ [De nouvelles données de la FAO révèlent les écarts d'insécurité alimentaire entre les sexes selon les régions](#)

conséquence directe des inégalités de genre existant dans la société. Les femmes ont systématiquement moins accès aux ressources productives et aux opportunités économiques que les hommes. De plus, les femmes ont souvent la responsabilité d'assurer la nourriture de leur famille, une tâche qui devient encore plus difficile dans des contextes d'insécurité alimentaire.

Par ailleurs, la situation des enfants est également préoccupante. Il y a 45 millions d'enfants de moins de cinq ans qui souffrent de malnutrition aiguë, tandis que 149 millions ont des difficultés de croissance et de développement en raison d'un manque chronique d'aliments nutritifs¹⁶. Les enfants sont particulièrement vulnérables à l'insécurité alimentaire, car un manque de nutrition adéquate peut avoir des effets durables sur leur croissance et leur développement. La malnutrition infantile est une préoccupation alarmante dans les zones de conflit et les pays à faible revenu. Les femmes et les enfants contraints de quitter leur foyer en raison d'un conflit ou d'une catastrophe naturelle sont souvent confrontés à une grave insécurité alimentaire.

Selon un avertissement des Nations Unies (ONU), si la tendance actuelle se poursuit, plus de 340 millions de femmes et de filles, soit environ 8 % de la population féminine mondiale, vivront dans l'extrême pauvreté d'ici 2030, et près de 25 % souffriront de faim ou carence nutritionnelle. Et dans le pire des scénarios, le changement climatique pourrait plonger 158,3 millions de femmes et de filles supplémentaires dans la pauvreté, soit 16 millions de plus que le nombre total d'hommes et de garçons pauvres¹⁷.

REFERENCES :

CASTRO, Josué. Geografia da fome : o dilema brasileiro : pão ou aço Josué de Castro. Rio de Janeiro: Edições Antares, 1984. Voir: https://files.cercomp.ufg.br/weby/up/473/o/CASTRO_Josu%C3%A9_de_Geografia_da_Fome.pdf

CASTRO, Anna Maria de. 2021. Josué de Castro e a descoberta da fome - Da Fome à Fome. Voir: <https://geografiadafome.fsp.usp.br/josue-de-castro/>

GHIJSELINGS, Amaury. 2022. « Guerre en Ukraine et menace de crise alimentaire mondiale: quelle réponse de l'Europe ? » Voir : <https://www.cncd.be/guerre-ukraine-menace-crise-alimentaire-mondiale-reponse-europe>

FAO. 2017. De nouvelles données de la FAO révèlent les écarts d'insécurité alimentaire entre les sexes selon les régions. Voir : <https://www.fao.org/gender/insights/insights-detail/New-FAO-data-highlights-gender-gap-in-food-insecurity-across-regions/fr>

¹⁶ [The State of Food Security and Nutrition in the World 2022 - UNICEF DATA](#)

¹⁷ « Le monde laisse tomber les femmes et les filles », selon un nouveau rapport de l'ONU | ONU Info

FAO. 2023. Rapport mondial sur les crises alimentaires: le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë est passé à 258 millions dans 58 pays en 2022. Voir : <https://www.fao.org/newsroom/detail/global-report-on-food-crises-GRFC-2023-GNAFC-fao-wfp-unesf-ifpri/fr>

FAO. 2023. Suivi des progrès des indicateurs des ODD liés à l'alimentation et à l'agriculture. Rome. Voir : <https://doi.org/10.4060/cc7088fr>

FAO. 2023. La FAO lance son rapport 2023 «Suivi des progrès accomplis dans le cadre des indicateurs des ODD liés à l'alimentation et à l'agriculture». Voir : <https://www.fao.org/publications/home/news-archive/detail/fao-launches-the-2023--tracking-progress-on-food-and-agriculture-related-sdg-indicators--report/fr>

IPC Integrated Food Security Phase Classification. Famine Review Committee: Gaza Strip, March 2024. Voir : <https://www.ipcinfo.org/ipcinfo-website/alerts-archive/issue-97/en/>

LA VIA CAMPESINA. 2021. La Souveraineté Alimentaire, un manifeste pour l'avenir de notre planète. Voir : <https://viacampesina.org/fr/la-souverainete-alimentaire-un-manifeste-pour-lavenir-de-notre-planete/>

OCDE. Comment nourrit-on le monde aujourd'hui ? Voir : <https://www.oecd.org/fr/agriculture/comprendre-le-systeme-alimentaire-mondial/comment-nourrit-on-le-monde-aujourd'hui/>

ONU. 2019. L'insécurité alimentaire grave touche environ 113 millions de personnes dans le monde. Voir : <https://news.un.org/pt/story/2019/04/1666671#:~:text=Afeganist%C3%A3o%2C%20Rep%C3%BAblica%20Democr%C3%A1tica%20do%20Congo%2C%20Eti%C3%B3pia%2C%20nordeste%20da,total%20de%20pessoas%20que%20enfrentam%20inseguran%C3%A7a%20alimentar%20severa.>

ONU. 2023. « Le monde laisse tomber les femmes et les filles » selon un nouveau rapport de l'ONU. Voir : <https://news.un.org/fr/story/2023/09/1138332>

SOS Faim et Iles de Paix. 2020. Le paradoxe de la faim. Voir : <https://paradoxedelafaim.org/>

UNICEF. 2022. The State of Food Security and Nutrition in the World 2022 (SOFI). Voir : <https://data.unicef.org/resources/sofi-2022/>

Souveraineté et sécurité alimentaires : mise en œuvre sur le terrain

La souveraineté alimentaire constitue la toile de fond de nombre de projets soutenus par Frères des Hommes (FDH). En tant qu'ONG préoccupée par l'accès à l'alimentation pour les populations, FDH défend ce concept ainsi que celui qui lui est associé, à savoir la sécurité alimentaire. Comment ces idéaux trouvent-ils une réalisation sur le terrain ? Nous vous invitons à découvrir deux de nos actions qui s'inscrivent pleinement dans cette approche.

L'exemple d'Haïti et du Mouvement Paysan Papaye

La population d'Haïti est la plus pauvre de l'Amérique latine. Selon l'indice de développement humain de l'ONU, le pays se classait en 163^{ème} position sur 191 en 2022, ce qui en fait l'un des plus pauvres au monde. Régulièrement frappés par des désastres naturels (séismes en 2010 et 2021, tempête Isaac en 2012, ouragan Matthew en 2016), les Haïtiens font face à une grande précarité. L'épidémie de COVID-19 en 2020 n'a fait qu'aggraver une insécurité alimentaire déjà bien présente et qui affecte aujourd'hui 42% des habitants, soit 4.1 millions de personnes. Par ailleurs, la déforestation et l'épuisement des sols sont également sources de préoccupation. Enfin, la grande instabilité politique, économique et sociale qui caractérise le pays assombrit encore davantage – voire contribue à - ce tableau peu reluisant.

Dans ce contexte de vulnérabilité généralisée, on peut aisément comprendre combien la question alimentaire est centrale pour l'ensemble de la population. Parmi les acteurs qui s'en préoccupent sur le terrain, on trouve le Mouvement Paysan Papaye (MPP). Regroupant aujourd'hui plus de 60.000 membres, c'est une figure incontournable de la paysannerie locale. Dans un contexte marqué par la dépendance à l'égard d'une aide extérieure qui fait la part belle à l'agriculture intensive et à ses intrants chimiques, son action est essentielle dans la mesure où elle insiste fortement sur l'autonomie des petits paysans. Pour le MPP, agriculture familiale et agroécologie¹⁸ sont les clés pour combattre la vulnérabilité des petites exploitations. En outre, notre partenaire, très sensible aux changements climatiques, assortit bon nombre de ses projets d'initiatives visant spécifiquement à s'adapter aux épisodes de sécheresse.

Dans le cadre d'un premier projet soutenu par Frères des Hommes, le MPP avait organisé 40 groupes de paysans dans les communes de Hinche et Mirebalais (Nord-Est de la capitale Port-au-Prince), les amenant à développer des activités économiques relatives à la production, la transformation et la commercialisation de produits agroécologiques. L'objectif était de permettre à leurs familles de subvenir à leurs besoins alimentaires et de garantir l'accès à des produits agricoles locaux de qualité pour la population. Au vu du succès de ce premier volet, un deuxième projet a été lancé en 2023, prévoyant l'organisation de formations (éco-citoyenneté, adaptation au changement climatique, gestion des déchets, etc), le développement d'actions environnementales ainsi que des plans de mobilisation pour le bénéfice des jeunes. Par ailleurs, le MPP s'implique fortement dans l'accompagnement des paysans de manière à ce que les groupements se trouvent renforcés et que les bénéficiaires se structurent en comités citoyens. Durabilité et autonomie paysanne sont donc au programme, s'inscrivant dans les concepts de souveraineté et sécurité alimentaires.

¹⁸ Selon le Dictionnaire d'Agroécologie, la sécurité alimentaire se caractérise par « l'accès de tous les individus d'une population à une alimentation de qualité et en quantité suffisante pour satisfaire leurs besoins fondamentaux. Il ajoute que « de par ses dimensions sociales, économiques et environnementales, l'agroécologie peut constituer la clef d'une sécurité alimentaire durable pour les générations présentes comme futures. »

Et en termes d'accès à l'alimentation, certains témoignages parlent d'eux-mêmes. Ainsi, André Pierre, habitant de Carré-Savane dans la commune de Hinche, nous confie : « *Ces formations m'apportent beaucoup de choses. Elles produisent aussi un grand changement dans ma vie surtout sur le plan nutritionnel. J'ai appris de nouvelles techniques de production en agroécologie grâce auxquelles j'ai pu augmenter le rendement de mes activités de production. A l'aide de l'agroécologie, j'ai gagné de l'argent pour subvenir à mes besoins économiques. Elle me permet d'être autonome sur le plan alimentaire, car la majorité des produits que je consomme proviennent de mon jardin.* » Osemine Pierre, de Trianon dans la commune de Mirebalais ajoute : « *Par la formation en agroécologie, j'ai appris à faire un jardin garde-manger, à préparer du compost organique, du medium, des pesticides et insecticides naturels et le tournage de caoutchouc.* »

En RDCongo, l'action de l'Association Pour l'Entrepreneuriat Féminin (APEF)

L'Est de la République démocratique du Congo est en proie à une insécurité permanente et à une pauvreté endémique. Dans un contexte extrêmement préoccupant, la population tente de s'assurer des moyens de subsistance. Parmi les associations réalisant un travail remarquable sur le terrain figure l'APEF. Dans la région du Sud-Kivu où l'Association pour l'Entrepreneuriat Féminin vient en aide à la population et notamment à des groupes de femmes, la violence fait partie du quotidien. Dans le territoire d'Uvira, en particulier, le banditisme armé règne et plusieurs assassinats de civils ont été enregistrés. Comme si cela ne suffisait pas, la forte inflation qui touche les zones d'Uvira et Fizi a engendré une hausse importante des prix sur les marchés locaux, rendant l'accès aux biens plus difficiles. En outre, les habitants sont préoccupés par une détérioration de l'environnement en raison notamment d'inondations récurrentes, ce qui fragilise encore davantage leurs situation et moyens de subsistance.

L'APEF fait partie des partenaires historiques de Frères des Hommes. Développant principalement des actions pour le bénéfice des femmes, l'association étend aujourd'hui son soutien aux ménages vulnérables dans cette région. Sur les territoires de Fizi et d'Uvira, elle a pour but de permettre aux producteurs agricoles de diversifier et augmenter leur production, tant quantitativement que qualitativement, grâce à l'adoption de pratiques agroécologiques. Par ailleurs, elle met tout en œuvre afin que les bénéficiaires améliorent la transformation, le conditionnement et l'écoulement de leurs produits sur les marchés locaux.

En conjuguant à la fois agriculture et élevage (petit bétail), les techniques encouragées par l'APEF répondent aux exigences de l'agroécologie. Ainsi, les fumures de chèvre sont un engrais organique par excellence, agissant comme fertilisant pour augmenter la production de la culture de manioc. Par ailleurs, les bénéficiaires sont formés à la fabrication de produits phytosanitaires naturels et d'engrais organiques. En tout, à travers ce projet, plus de 200 paysans ont vu s'améliorer leurs productions agricoles en ayant recours aux principes de l'agroécologie et à de bonnes variétés de semences adaptées localement. Aujourd'hui, 209 ménages déclarent pouvoir manger 3 fois par jour.

Mais l'APEF insiste aussi fortement sur la durabilité des actions en proposant des séances de sensibilisation relatives au changement climatique et à son impact sur l'environnement. A travers ces activités, elle promeut l'agroforesterie (en distribuant des plantules d'arbres fruitiers et autres) et la régénération naturelle assistée, œuvre à la restauration et à la préservation de la fertilité des sols ainsi qu'à une bonne gestion des ressources hydriques.

Ces producteurs et productrices sont membres de coopératives ou organisations paysannes, unissant leurs forces et leur solidarité pour faire face aux aléas du quotidien. Aujourd'hui, maman Mambo Botero, agricultrice, veuve et mère de 8 enfants témoigne de l'impact positif du projet dans son quotidien : *« Ce projet crée en moi un espoir de vie car grâce au champ collectif de la coopérative, je suis parvenue à produire cette année et à trouver les semences nécessaires pour la prochaine récolte. Je remercie l'APEF qui ne cesse de nous encadrer, nous, femmes membres de notre coopérative. »*

Ces deux actions menées à la fois sur les continents africain et sud-américain nous montrent que dans un contexte de pauvreté, l'agroécologie peut apporter une réponse concrète et efficace aux besoins alimentaires locaux. Respectueuse de l'environnement, elle veille à la préservation des ressources naturelles, bénéficiant à la fois aux générations présentes et futures. A ce sujet, notons également que le Mouvement Paysan Papaye comme l'APEF mettent en œuvre des actions spécifiques pour les jeunes de manière à lutter contre l'exode rural. Nos partenaires sont en effet conscients qu'une paysannerie forte est la clef de l'autonomie alimentaire. Dans les deux cas, c'est une agriculture familiale de proximité qui est prônée, réduisant la dépendance aux produits importés. Autant d'exigences qui sont une belle illustration de ce que signifient les concepts de souveraineté et sécurité alimentaires sur le terrain.

Accord UE-Mercosur : quel modèle agricole veut l'Europe ?

La grogne des agriculteurs n'aura échappé à personne ces derniers mois, ni dans la presse, ni sur les routes. La perspective de la signature d'un accord commercial entre l'Union européenne et le Mercosur inquiète un secteur déjà fortement éprouvé depuis plusieurs années et pour qui ce projet représente « la goutte d'eau qui fait déborder le vase » des échanges inégalitaires déjà existants. Nos agriculteur.rice.s s'insurgent notamment contre l'absence de clauses miroir dans le texte : l'entrée sur le territoire européen de denrées importées qui ont été produites selon des normes moins strictes constitue une concurrence déloyale. Fondamentalement, c'est le renforcement d'un modèle agricole favorable à l'agroindustrie qui est en jeu sur la scène internationale. Et avec lui, ce sont les questions environnementales et climatiques qui se profilent. En d'autres termes, l'impact d'un tel accord de libre-échange nous concerne tous.

Le Mercosur, c'est quoi ?

Zone de libre-échange regroupant plusieurs pays d'Amérique du Sud, le Mercosur ou Marché commun du Sud a été créé en 1991. Composé du Brésil, de l'Argentine, du Paraguay et de l'Uruguay, il ouvrira ses portes à la Bolivie durant les prochaines années, son adhésion en tant que membre permanent ayant été acceptée en décembre 2023. Le Venezuela, quant à lui, a été exclu en 2017 pour raisons politiques.

L'an 2000 marque le début des négociations de l'Union européenne (UE) avec le Mercosur autour d'un accord de libre-échange, avant d'être suspendues à plusieurs reprises. Depuis 2019, le sujet refait surface avec la signature d'un protocole d'accord politique et, dans la foulée, la polémique enfle à nouveau, en particulier parmi les agriculteur.rice.s de l'Union européenne qui redoutent spécifiquement la conclusion du volet commercial. Ce dernier, s'il venait à être ratifié et dans la mesure où il concernerait 780 millions de citoyens ainsi qu'un volume d'importations/exportations d'environ 40 à 45 milliards d'euros, constituerait l'un des accords commerciaux les plus importants au monde. Mais le contenu n'incite pas les petits paysans et éleveurs à se frotter les mains, contrairement aux multinationales qui s'en trouveraient particulièrement avantagées.

« Des voitures contre des vaches »

En substance, le texte sur la table envisage la baisse ou suppression des droits de douane pour certains produits, l'objectif étant de favoriser les échanges entre les deux régions. La question est particulièrement épineuse en matière de denrées alimentaires dans la mesure où il prévoit la suppression de droits de douane pour l'importation de 60.000 tonnes de riz, 180.000 tonnes de sucre, 45.000 tonnes de miel et surtout pour 180.000 tonnes de volaille ainsi que la baisse de ces droits pour 99.000 tonnes de viande bovine, mesure qualifiée de concurrence déloyale par les éleveurs européens. Comment en effet peuvent-ils rester compétitifs face aux grandes exploitations du continent sud-américain qui ne sont pas soumises aux mêmes exigences en matière environnementale et sanitaire ?

En échange, les pays européens pourraient également exporter vers le Mercosur une série de produits à des conditions avantageuses. Ici, c'est le secteur de l'automobile, de la chimie et des produits pharmaceutiques ainsi que l'industrie textile qui tirent leur épingle du jeu, constat qui a valu à l'accord le surnom de « cars for cows » ou « des voitures contre des vaches ». Dans

ces conditions, on comprend donc aisément pourquoi l'Allemagne en particulier, fortement investie dans ces secteurs, fait pression pour qu'il soit conclu au plus vite.

Certains acteurs des pays du Sud ne voient pas cela d'un bon œil non plus dans la mesure où ce traité, favorable aux grands industriels européens, aurait un impact négatif sur l'industrie locale et renforcerait un modèle agricole fondamentalement opposé aux principes de l'agriculture familiale.

Qui gagne et qui perd ?

Il n'en fallait pas plus pour que les agriculteur.rice.s de plusieurs pays européens montent au créneau et se mobilisent en organisant des blocages routiers dans plusieurs régions.

On sait les difficultés que connaît le secteur depuis plusieurs années et l'étranglement que vivent certains paysans qui, en raison de l'insuffisance de leurs revenus, décident de délaisser leur activité. Cette détresse se traduit dans un simple pourcentage qui parle de lui-même : en 40 ans, 70% des fermes belges ont purement et simplement disparu. La perspective de devoir faire face à la concurrence des gros producteurs latino-américains de bétail et volaille est donc la goutte d'eau qui fait déborder le vase et ce, pour les éleveurs européens en particulier. Elle fâche d'autant plus qu'elle est qualifiée de déloyale dans la mesure où, de part et d'autre de l'océan, la réciprocité des normes sanitaires et sociales n'est pas garantie.

Aux questions relatives au droit du travail, pour lequel en particulier le Brésil est montré du doigt, s'ajoutent les normes sanitaires divergentes qui se traduisent, au sein du Mercosur, par le recours massif aux pesticides et OGM sur les terres des grands producteurs terriens ainsi que l'utilisation d'antibiotiques en tant que stimulateurs de croissance chez les éleveurs. Or une étude publiée en mai 2023 et commanditée par le Groupe des Verts/ALE au Parlement européen montre « *un manque de traçabilité dans la production bovine (des failles persistent dans le système de contrôle de déforestation : des animaux non conformes peuvent être commercialisés même par des abatteurs et des distributeurs engagés en faveur d'une 'déforestation zéro')* » et met en évidence des « *questions qui se posent quant à l'efficacité du contrôle de sécurité exercé par l'Europe à ses frontières, tant au niveau de la définition des limites maximales de résidus que de la fréquence des contrôles effectués sur les denrées alimentaires d'importation* »¹⁹.

Parmi les gagnants, l'industrie chimique pourrait voir dans cet accord une opportunité pour écouler sous d'autres cieux des pesticides interdits sur le territoire européen. De manière générale, l'agroindustrie serait, au côté du secteur automobile, la grande gagnante de la ratification d'un tel accord. En termes de protection de l'environnement, on pourrait effectivement rêver mieux pour notre planète si les secteurs de la chimie et du transport sont ainsi favorisés. Stimulée de la sorte, on pourrait craindre également que l'agroindustrie encourage davantage la déforestation afin de multiplier les grandes exploitations d'élevage bovin, phénomène impactant déjà fortement le Brésil, mais aussi l'Argentine et le Paraguay.

Les intérêts de l'Union européenne

¹⁹ L'accord de libre-échange entre l'UE et le Mercosur et son impact sur l'agriculture – Institut de l'Élevage – Synthèses et recommandations » voir [https://www.greens-efa.eu/files/assets/docs/mercotur_fr_executive_summary_1.pdf\(greens-efa.eu\)](https://www.greens-efa.eu/files/assets/docs/mercotur_fr_executive_summary_1.pdf(greens-efa.eu))

Mais pourquoi cet accord intéresse-t-il fondamentalement tant l'UE ? Outre les avantages qu'en tirent spécifiquement certains pays comme l'Allemagne à travers son secteur automobile, l'UE dans son ensemble lorgne sur de nouvelles alternatives commerciales. En effet, dans un contexte global où prévalent les tensions entre la Chine et les USA, elle souhaite limiter sa dépendance vis-à-vis de la Chine, diversifier ses échanges et s'ouvrir davantage à d'autres marchés. Le Mercosur est donc un terrain convoité par l'UE à un moment où elle tente de réorganiser ses relations commerciales. Ces dernières années ont d'ailleurs marqué un accroissement des échanges commerciaux entre l'Union européenne et le Mercosur. Cela n'a toutefois pas empêché l'Europe d'afficher pour la première fois en 2022 une balance commerciale déficitaire, ce qui ne manque pas non plus de susciter quelques inquiétudes dans les rangs européens.

La perspective d'un accord avec le Mercosur pourrait donc constituer, aux yeux de l'Europe, une alternative à la fois juteuse et rassurante. Et l'ardeur que mettent certains gouvernements à le défendre ne semble pas s'éteindre au fil des années, malgré les ralentissements épisodiques qu'ont connus les négociations. L'Europe se décidera-t-elle enfin à prêter l'oreille aux critiques émanant d'un secteur agricole déjà fortement éprouvé, d'organisations environnementales préoccupées par la déforestation et le réchauffement climatique ? Et en fin de compte, a-t-elle la volonté de s'opposer à la montée en puissance de l'agroindustrie pour défendre un autre modèle agricole basé, quant à lui, sur une agriculture durable ?

Signera ? Signera pas ?

Si certains Etats européens considèrent cet accord comme essentiel, d'autres ont émis des réserves dès 2019. Parmi ceux-ci, la France reste à ce jour fermement opposée à sa signature dans l'état actuel des choses. Néanmoins, les négociations se poursuivent au sein de l'UE de manière à « *atteindre un accord qui respecte les objectifs de l'UE en matière de durabilité et qui respecte nos sensibilités notamment dans le domaine agricole* », selon les dires d'Eric Mamer, porte-parole de l'exécutif européen, le 30 janvier dernier. Le Président Macron devrait par ailleurs se rendre au Brésil à la fin du mois de mars et le sujet figurera à l'ordre du jour des réunions prévues.

En Belgique, des divergences apparaissent entre les partis et il n'existe pas de consensus entre le fédéral et les régions. La ministre des Affaires étrangères, Hadja Lahbib, a dit souhaiter que certaines mesures additionnelles soient envisagées, notamment pour défendre le secteur agricole et les normes sanitaires.

Si la Commission européenne parvient à conclure un accord, celui-ci devra alors être approuvé par le Parlement européen, pour ensuite être entériné par les 27 Etats. Bref, si la signature n'est pas pour demain, la porte est loin d'être fermée. Ce traité de libre-échange avec le Mercosur constitue en tout cas une étape de plus vers la consolidation d'une agriculture industrielle. Ce n'est certes pas en empêchant la signature de cet accord que l'on verra émerger pour autant un modèle agricole alternatif. Un tel objectif ambitieux nécessiterait de se tourner radicalement vers une agriculture familiale, durable, locale et plus saine qui puisse à la fois soutenir le secteur paysan, mais aussi tous ceux qui aspirent à une nouvelle manière de consommer et de vivre.